



**BANQUE DES ÉTATS
DE L'AFRIQUE CENTRALE**

BES N° 15 - septembre 2022

Bulletin Economique et Statistiques

TABLE DES MATIÈRES

Liste des tableaux	3
Liste des graphiques	4
Liste des sigles et abréviations	5
Comité de validation	6
Avant-propos	7
<hr/>	
I. EVOLUTIONS ECONOMIQUES, MONETAIRES ET FINANCIERES RECENTES. . .	0
1. Environnement international	8
2. Secteur réel de la CEMAC	16
3. Balance des paiements et compétitivité	22
4. Finances publiques et endettement.	25
5. Monnaie et crédit.	27
6. Marchés monétaire et des titres publics	29
7. Réserves des banques	31
8. Situation des réserves de change	34
Conclusion.....	34

LISTE DES TABLEAUX

T1 : Taux de croissance mondiale réel et des principaux pays partenaires	8
T2 : Cours des principaux produits de base exportés par la CEMAC	11
T3 : Taux directeurs des principales Banques Centrales	15
T4 : Contribution à la croissance de la CEMAC	17
T5. Taux d'inflation sur les 12 derniers mois	19
T6. Indice des prix de la CEMAC par fonction de consommation	20
T7 : Soldes de la balance des paiements	22
T8 : Solde de la balance commerciale	23
T9 : Compétitivité.	24
T10 : Evolution des finances publiques des pays de la CEMAC.	26
T11 : Evolution de la dette publique extérieure des pays de la CEMAC	26
T12 : Agrégats de monnaie et de crédit (<i>en millions de FCFA</i>).	28
T13 : Agrégats de monnaie et de crédit (<i>en glissement annuel</i>).	28
T14 : Taux directeurs de la BEAC	30
T15 : Evolution des principaux indicateurs de la liquidité	32

LISTE DES GRAPHIQUES

G1. Taux de croissance réelle des pays industrialisés	9
G2. Taux de croissance réelle des pays en développement	9
G3. Cours du pétrole	10
G4 : Cours des produits agricoles d'exportations.	10
G5. Cours des métaux non précieux.	10
G6. Indice composite des cours des produits de bases exportées par la CEMAC. . .	10
G7. Cours moyen mensuel de l'euro.	12
G8. Cours moyen mensuel de l'euro (suite)	12
G9. PIB nominal des pays de la CEMAC	17
G10. Contribution absolue des fonctions de consommation à l'indice des prix à la consommation de la CEMAC (<i>en moyenne annuelle</i>)	21
G11. Contribution absolue des fonctions de consommation à l'indice des prix à la consommation de la CEMAC (<i>en glissement annuel</i>)	21
G12. Evolution du TCER/TCEN	24
G13. Evolution de l'indice composite du TCER.	24
G14. Evolution comparée du TISP et du taux de la facilité de dépôts de la BCE .	30
G15. Evolution comparée du TIAO et du taux d'appels d'offres de la BCE	30
G16. Evolution de la structure des réserves des banques de la CEMAC	33
G17. Evolution du volume des interventions de la BEAC sur le marché monétaire de la CEMAC	33

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

BCC	:	Banque Centrale du Congo
BCEAO	:	Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BEAC	:	Banque des Etats de l’Afrique Centrale
BES	:	Bulletin Economique et Statistiques
BCE	:	Banque Centrale Européenne
BoE	:	<i>Bank of England</i>
BoJ	:	<i>Bank of Japan</i>
CBN	:	<i>Central Bank of Nigeria</i>
CEMAC	:	Commission Economique et Monétaire d’Afrique Centrale
CPM	:	Comité de Politique Monétaire
FED	:	Réserve Fédérale Américaine
FMI	:	Fonds monétaire international
PIB	:	Produit Intérieur Brut
RDC	:	République Démocratique du Congo
SARB	:	<i>South African Reserve Bank</i>
TCM	:	Taux Créditeur Minimum
TCER	:	Taux de Change Effectif Réel
TCEN	:	Taux de Change Effectif Nominal
TIAO	:	Taux d’Intérêt des Appels d’Offres
TIMP	:	Taux Interbancaire Moyen Pondéré
TISP	:	Taux d’Interêt sur Placement
WEO	:	<i>World Economic Outlook</i>
UEMOA	:	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

COMITÉ DE VALIDATION

Le Comité de validation du Bulletin Economique et Statistiques (BES) est créé par Décision du Gouverneur N°065/GR/2017 du 03 juillet 2017 et il en assure la coordination. Ce Comité a pour responsabilité principale d'examiner les propositions d'articles et d'études devant être publiées dans le Bulletin. Le respect des dates de parution du Bulletin revient au Comité de validation. Pour ce quinzième numéro, le Comité de validation s'est réuni le lundi 10 octobre 2022 à 11 heures et 30 minutes par visioconférence.

Ont pris part à cette réunion, les membres ci-après :

PRÉSIDENT :

HAMADOU ABDOULAYE : Directeur Central des Etudes, de la Recherche et des Statistiques

MEMBRES :

DIFFO NIGTIOPOP Georges : Adjoint au Directeur Central des Etudes, de la Recherche et des Statistiques en charge du pôle « Etudes » ;

LONKENG Simplicie Duclair : Adjoint à la Cellule Centrale d'Etudes des transferts et suivi de la réglementation des changes ;

MBOMPIEZE Jean René : Chef du Service du Développement des outils de Prévisions et Enquêtes Economiques ;

MALEO BATOUEMENI Clen Dorel : Chef du Service des Prévisions Macroéconomiques et de la Surveillance Multilatérale, chargé du Secrétariat du Comité de Politique Monétaire ;

MBOHOU Louisa : Chef du Service de l'environnement international de l'Environnement International, en charge de la Publication et de la Documentation ;

MHALIOH Espoir Vivien : Chef de Service à la Direction des Opérations Financières ;

BIKAI Jacques Landry : Chef du Service de l'Analyse et de la Modélisation des Economies.

Ont également pris part à ces travaux :

GOMBA EBIKILI Claise Borgia : Cadre moyen du Service de l'Environnement International, en charge de la Publication et de la Documentation ;

AYONGWA ANYE Priscilla : Cadre moyen du Service de l'Environnement International, en charge de la Publication et de la Documentation.

Selon les Perspectives de l'économie mondiale, mises à jour en juillet 2022 par le Fonds monétaire international (FMI), la croissance reviendrait à 3,2 % en 2022, contre 6,1 % en 2021, et une récession de 3,1 % en 2020. Pour l'année 2023, le taux de croissance prévu est de 2,9 %. Ces prévisions pourraient être revues à la baisse, en raison des incertitudes pesant sur l'environnement international. En effet, i) les tensions géopolitiques actuelles en Europe, consécutivement à la guerre entre l'Ukraine et la Russie, ainsi que son impact sur les prix de certaines matières premières, en particulier le pétrole et le gaz, et ii) la reprise des contaminations à la COVID-19 sont autant de facteurs pouvant entacher une bonne reprise.

Face à ces incertitudes et risques pesant sur la reprise de la croissance économique mondiale ainsi qu'à la montée des tensions inflationnistes, la majorité des banques centrales des pays avancés ont poursuivi le resserrement de leur politique monétaire. En Afrique Subsaharienne, un bon nombre de banques centrales ont également entamé le resserrement de leurs politiques monétaires.

En ce qui les concerne, les pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) ont enregistré les performances ci-après au deuxième trimestre 2022 : i) une hausse de l'Indice Composite des Activités Economiques (ICAE) de la CEMAC, en glissement annuel de 7,0 %, contre une croissance de 8,4 % un an plus tôt ; ii) un accroissement de l'inflation en moyenne annuelle à 3,0 %, et à 5,6 % en glissement annuel, contre respectivement 2,1 % et 4,1 % à fin mars 2022, 2,2 % et 1,7 % un an plutôt ; iii) une augmentation des disponibilités monétaires et quasi-monétaires (M2) de 10,3 % à 15 681,1 milliards à fin juin 2022.

En termes de perspectives, les performances des pays de la CEMAC pour l'année 2022 devraient se présenter comme suit : i) un taux de croissance du PIB réel de 3,2 % contre 1,5 % en 2021, portée principalement par un rebond de la croissance pétrolière (1,9 % en 2022, contre -8,2 % un an plus tôt), ii) une accélération des pressions inflationnistes à 5,2 % en 2022, contre 1,6 % un an plus tôt, iii) un redressement du solde budgétaire base engagements, dons compris, qui deviendrait excédentaire à 0,5 % du PIB en 2022, après -16 % du PIB en 2021, ainsi que celui du solde du compte courant qui passerait de -0,7 % du PIB en 2021 à 4,6 % du PIB en 2022. Sur le plan de la monnaie, la masse monétaire augmenterait de 15,4 % tandis que les avoirs extérieurs nets bondiraient de 78,4 %.

Pour ce qui est de la dette, le ratio du service de la dette publique extérieure reviendrait de 27,2 % des recettes budgétaires en 2021 à 21,3 % en 2022 et de 14,5 % des exportations de biens et services en 2021 à 9,2 % en 2022. Quant au taux d'endettement public extérieur, il reculerait de 30,0 % en 2021 à 25,0 % en 2022.

Les évolutions économiques, monétaires et financières internationales et sous-régionale sont présentées dans ce quinzième numéro du Bulletin Economique et Statistiques (BES) pour le troisième trimestre de l'année 2022. Ce Bulletin, diffusé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) est structuré comme suit :

- Partie I : « Evolutions économiques, monétaires et financières récentes »

- Partie II : « Etudes », réalisées principalement par les cadres de la BEAC et les chercheurs ressortissants de la CEMAC. Pour ce numéro, le Comité de validation du BES, n'a retenu aucune études.

La BEAC s'est évertuée à poursuivre ses efforts afin de remplir au mieux les missions qui lui sont dévolues, en vertu de ses statuts, malgré le contexte économique international difficile. En effet, les incertitudes liées à la crise sanitaire de la COVID-19, aux différentes crises sécuritaires persistantes dans certains pays de la Sous-région et aux répercussions de la crise Russo-Ukrainienne, n'ont pas empêché la BEAC de remplir ses missions. Ainsi, dans une dynamique de stimulation de la réflexion sur les pays de la CEMAC, la BEAC souhaitera toujours que les cadres et universitaires ressortissants de la Sous-région apportent de la lumière sur les problèmes économiques des économies de la CEMAC.

HAMADOU ABDOULAYE

Président du Comité de Validation

I. EVOLUTIONS ECONOMIQUES, MONETAIRES ET FINANCIERES RECENTES

1. Environnement international

Selon les Perspectives de l'économie mondiale, mises à jour en juillet 2022 par le FMI, la croissance reviendrait à 3,2 % en 2022, contre 6,1 % en 2021, et une récession de 3,1 % en 2020. Par espace géographique, le taux de croissance réelle de l'activité dans les économies avancées devrait descendre à 2,5 % en 2022, après une croissance de 5,2 % en 2021 et une contraction de 4,5 % en 2020. En 2023, elle baisserait à 1,4 %. Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance du PIB réel se fixerait à 3,6 % en 2022, après un bond de 6,8 % en 2021 et une récession de 2,0 % en 2020. En 2023, le PIB augmenterait de 3,9 %. En Afrique subsaharienne, le taux de croissance du PIB réel diminuerait à 3,8 % en 2022, après une remontée à 4,6 % en 2021 et une contraction de 1,7 % en 2020.

Le taux de variation du volume des échanges commerciaux reculerait à 4,1 % en 2022, après une croissance de 10,1 % en 2021 et une récession de 7,9 % en 2020. En 2023, il devrait s'accroître de 3,2 %. Le ralentissement observé en 2022 s'expliquerait en partie par le recul de la demande mondiale et des perturbations observées dans les chaînes d'approvisionnement.

S'agissant des prix, dans les pays avancés, l'inflation devrait grimper à 6,5 % en 2022, après 3,1 % en 2021 et 0,7 % en 2020. Dans les pays émergents et en développement, l'inflation s'établirait à 9,5 % en 2022, après 5,9 % en 2021 et 5,2 % en 2020..

1.1 Activité économique

La croissance devrait ralentir en 2022, après une reprise observée dans plusieurs pays.

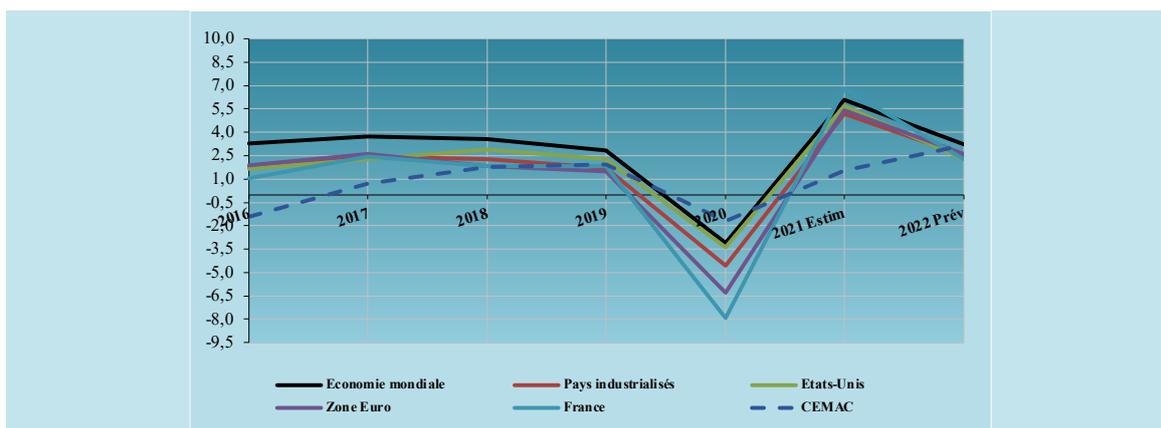
T1 : Taux de croissance réelle des principaux pays partenaires

INDICATEURS (en %, sauf indication contraire)	2020	2021	2022	2023
Taux de croissance				
Economie mondiale	-3,1	6,1	3,2	2,9
Pays avancés	-4,5	5,2	2,5	1,4
Etats-Unis	-3,4	5,7	2,3	1,0
Zone Euro	-6,4	5,4	2,6	1,2
Pays émergents et en développement	-2,0	6,8	3,6	3,9
Chine	2,2	8,1	3,3	4,6
Inde	-6,6	8,7	7,4	6,1
Russie	-2,7	4,7	-6,0	-3,5
Afrique Sub-saharienne	-1,6	4,6	3,8	4,0
Nigeria	-1,8	3,6	3,4	3,2
Afrique du Sud	-6,3	4,9	2,3	1,4
Taux de croissance du commerce mondial	-7,9	10,1	4,1	3,2
Prix du baril de pétrole¹ (dollar/baril)	41,8	69,4	99,9	83,5
Taux d'inflation				
Pays avancés	0,7	3,1	6,6	3,3
Pays émergents et en développement	5,2	5,9	9,5	7,3
Pays d'Afrique subsaharienne	10,19	10,99	12,2	9,6

Source : Perspectives économiques du FMI (mise à jour juillet 2022)

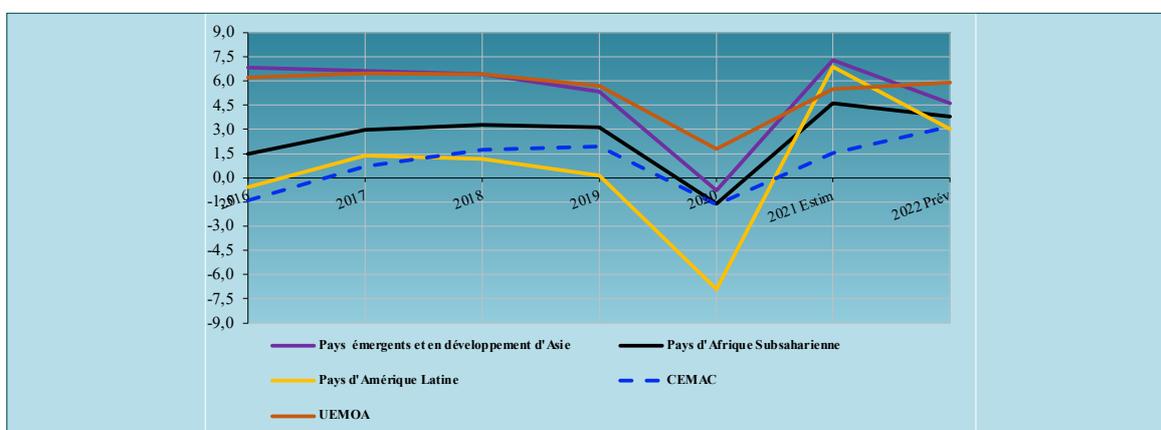
¹ Le cours du pétrole est basé sur la moyenne des cours pour les qualités suivantes : Brent du Royaume-Uni, Dubaï et WTI.

G1. Taux de croissance réelle des pays industrialisés



Source : Perspectives économiques du FMI (mise à jour de juillet 2022)

G2. Taux de croissance réelle des pays en développement

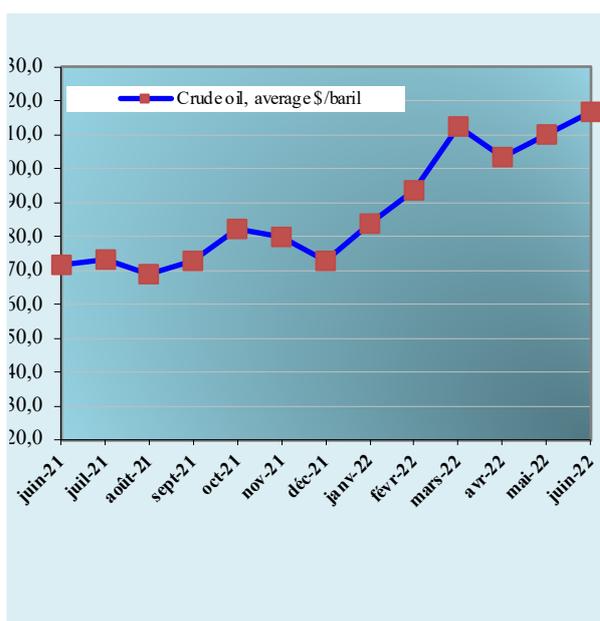


Source : Perspectives économiques du FMI (mise à jour juillet 2022)

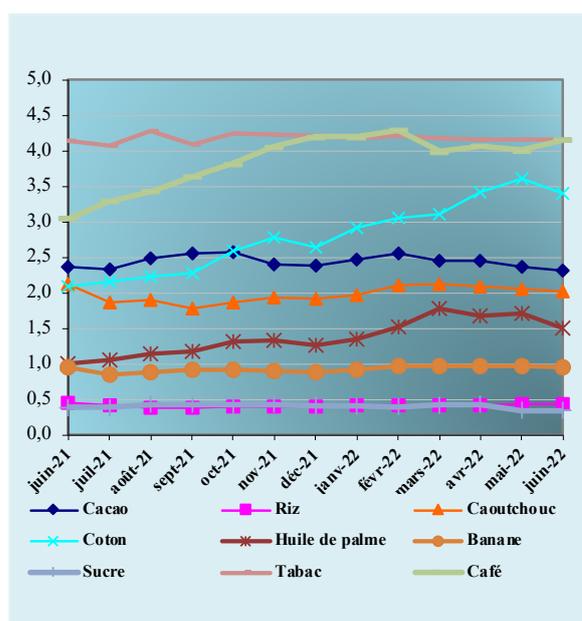
1.2 Marché des produits de base

Au deuxième trimestre 2022, l'indice global des cours des produits de base exportés par la CEMAC s'est accru de 6,4 s'établissant à 110,0, en raison principalement de l'augmentation des prix des produits énergétiques (14,1 %). En outre, il a été observé une baisse des prix des produits non énergétiques (-10,8 %). Par catégorie, cette dynamique a été perceptible au niveau des cours des produits forestiers (-38,7 %) et agricoles (-3,5 %). Les cours des produits de la pêche quant à eux ont progressé de 11,3 %, tandis que ceux des métaux et minéraux sont restés stables. Le cours du baril est passé de 96,6 dollars au premier trimestre à 101,1 dollars au trimestre suivant, tandis que le cours du gaz naturel s'est situé en moyenne de 18,9\$/mmbtu à la fin du trimestre après 17,6 \$/mmbtu à la fin du deuxième précédent.

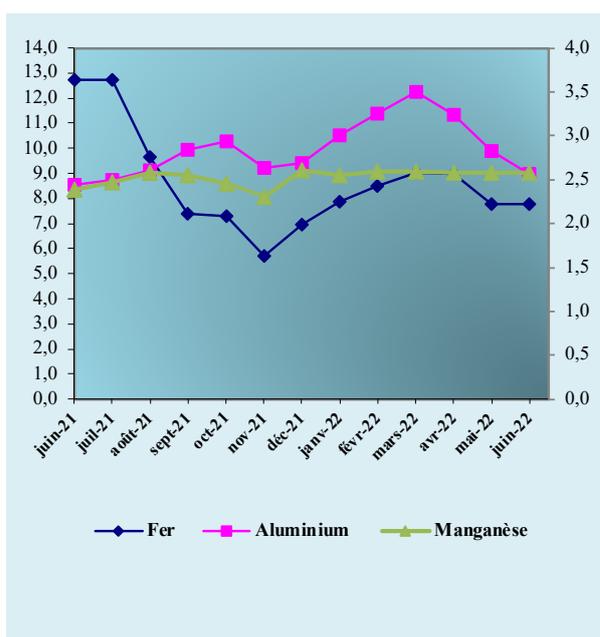
G3. Cours du pétrole



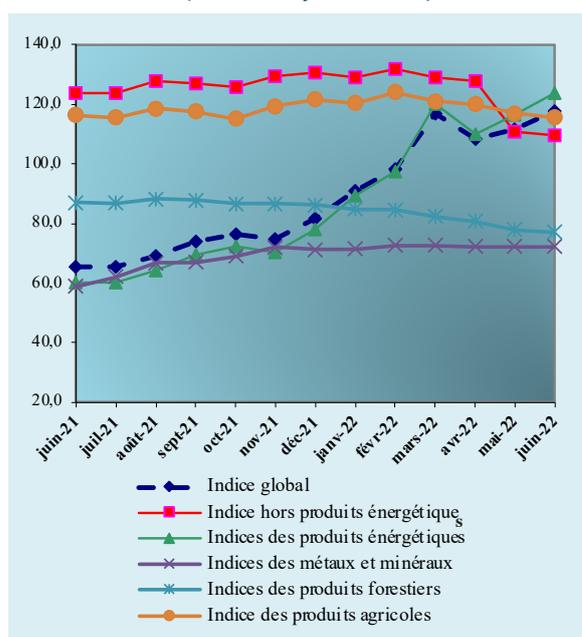
G4 : Cours des produits agricoles d'exportations



G5. Cours des métaux non précieux



G6. Indice composite des cours des produits de bases exportés par la CEMAC (Base 100 : janvier 2012)



Source : Banque Mondiale

T2 : Cours des principaux produits de base exportés par la CEMAC

Produit	Unité	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21	janv-22	févr-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22
Pétrole														
Crude oil, average	\$/baril	71,8	73,3	68,9	72,8	82,1	79,9	72,9	83,9	93,5	112,4	103,4	110,1	116,8
Gaz naturel et méthanol														
Europe	\$/mmbtu)	10,3	12,5	15,4	22,8	31,1	27,6	38,0	28,3	27,2	42,4	32,2	29,8	34,4
Etats-Unis	\$/mmbtu)	3,2	3,8	4,1	5,1	5,5	5,0	3,7	4,3	4,7	4,9	6,5	8,1	7,7
Japon	\$/mmbtu)	9,6	10,4	10,8	11,4	12,4	15,3	15,3	14,7	17,0	15,1	17,2	16,7	17,1
Bois														
Bois bruts, même écorcés, désaubilés ou équarris	\$/m3	318,1	314,6	316,0	315,7	310,1	305,8	303,7	304,8	304,6	295,9	283,4	277,5	271,6
Bois sciés (ycp Feuilles de placage & feuilles pour contre-plaques)	\$/m3	672,3	661,5	661,2	658,2	656,2	644,9	637,9	649,7	648,8	631,2	620,5	596,8	590,7
Fer	\$/dmtu)	214,4	214,1	162,2	124,5	122,9	96,2	117,0	132,5	142,8	152,1	151,3	131,2	130,7
Aluminium	\$/mt)	2 446,7	2 497,6	2 603,0	2 834,6	2 934,4	2 636,5	2 695,5	3 006,0	3 245,8	3 498,4	3 244,4	2 830,3	2 563,4
Diamant	\$/carat)	221,2	221,2	221,2	221,2	221,2	221,2	221,2	221,2	221,2	221,2	221,2	221,2	221,2
Or	\$/troy oz)	1 834,6	1 807,8	1 785,3	1 775,1	1 776,9	1 821,8	1 790,4	1 816,0	1 856,3	1 947,8	1 936,9	1 848,5	1 836,6
Manganèse	\$/kg)	2,4	2,5	2,6	2,5	2,5	2,3	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
Cacao	\$/kg)	2,4	2,3	2,5	2,6	2,6	2,4	2,4	2,5	2,6	2,5	2,5	2,4	2,3
Riz	\$/mt)	458,4	413,5	390,1	389,9	395,8	396,0	394,2	411,3	409,8	410,0	417,9	442,8	431,1
Caoutchouc	\$/kg)	2,1	1,9	1,9	1,8	1,9	1,9	1,9	2,0	2,1	2,1	2,1	2,1	2,0
Coton	\$/kg)	2,1	2,2	2,2	2,3	2,6	2,8	2,6	2,9	3,1	3,1	3,4	3,6	3,4
Huile de palme	\$/mt)	1 004,4	1 063,0	1 141,8	1 181,4	1 310,3	1 340,7	1 270,3	1 344,8	1 522,4	1 777,0	1 682,7	1 716,9	1 501,1
Banane	\$/kg)	1,0	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Sucre	\$/kg)	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3
Tabac	\$/mt)	4 139,0	4 078,1	4 285,6	4 089,2	4 241,7	4 224,5	4 213,3	4 184,6	4 219,6	4 177,7	4 165,7	4 163,5	4 153,7
Café	\$/kg)	3,1	3,3	3,4	3,6	3,8	4,1	4,2	4,2	4,3	4,0	4,1	4,0	4,2
Gomme arabique	\$/tonne	2 965,9	2 910,7	2 898,3	2 897,9	2 856,5	2 809,9	2 783,2	2 785,7	2 792,6	2 713,1	2 667,1	2 608,8	2 608,0
Viande de bœuf	\$/kg)	5,7	5,6	5,6	5,7	5,7	6,0	6,0	6,0	6,2	6,2	6,1	6,1	6,0
Indice composite (cours exprimés en dollars) - Base 100 : janvier 2012														
Indice global		65,6	65,4	69,3	74,0	76,2	74,8	81,5	91,5	87,9	85,7	108,3	111,7	117,7
Indice hors produits énergétiques		119,0	122,9	123,6	123,9	127,8	127,0	125,6	129,4	130,4	129,8	125,7	127,7	110,8
Indices des produits énergétiques		38,7	60,3	60,2	60,0	64,0	69,7	72,5	70,3	78,1	89,9	86,3	110,1	116,5
Indices des métaux et minéraux		51,4	58,9	58,9	62,1	66,7	67,0	69,0	72,1	71,2	68,8	64,6	72,2	72,2
Indices des produits forestiers		82,4	87,3	87,1	86,9	88,3	87,9	86,5	86,6	86,2	85,8	84,3	80,8	77,9
Indice des produits agricoles		116,3	115,5	118,5	117,5	115,1	119,5	121,7	122,1	118,5	118,0	120,0	117,0	115,6

Source : Banque Mondiale

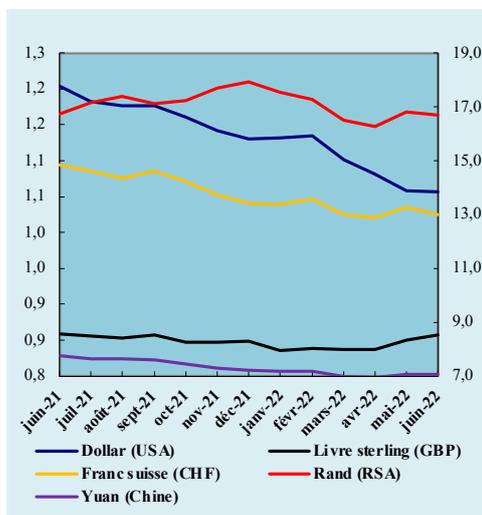
1.3 Marchés financiers et orientations des principales banques centrales

Sur le marché des changes, l'euro s'est fortement déprécié par rapport au dollar depuis le début de l'année 2022. En effet, c'est une perte d'environ 12 % de sa valeur face au dollar qui a été enregistrée depuis le début de l'année 2022, reflétant d'une part, les incertitudes économiques qui planent au niveau de la Zone Euro et, d'autre part, les différences de stratégies de politique monétaire adoptées par la Banque Centrale Européenne et la Federal Reserve Bank.

S'agissant des incertitudes économiques, la baisse de l'euro a été appuyée par la guerre Russo-Ukrainienne. En outre, bien que la devise européenne se soit dépréciée par rapport au dollar, une analyse de l'évolution du cours de l'euro face aux autres monnaies (Yen ou la Livre Sterling), montre que c'est la devise américaine qui s'est fortement appréciée. L'appréciation du dollar face à la plupart des monnaies internationales tient à sa qualité de « valeur refuge ». En effet, eu égard aux incertitudes sur les marchés mondiaux, sur le marché des changes, le dollar est préféré aux autres monnaies.

Concernant les différences de politique monétaire, la forte remontée des taux directeurs de la Fed, intervenue à la mi-juin 2022 a été le facteur déclencheur ayant précipité la parité euro-dollar. Ainsi, la hausse en juin dernier de 75 points de base des taux directeurs de la Fed a accéléré le glissement de l'euro vers la parité avec le dollar. La Fed ayant augmenté son taux directeur, et la BCE ayant maintenu ses taux directeurs constants (avant les décisions du 21 juillet 2022), les mouvements de capitaux ont davantage eu tendance à converger vers les États-Unis. Les investisseurs vendent leurs euros et achètent des dollars afin de les placer sur le marché. Ce mécanisme renforce la tendance existante et participe à la dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar.

G7. Cours moyen mensuel de l'euro



G8. Cours moyen mensuel de l'euro (suite)



Rand (RSA), Yuan (Chine) et Yen (Japon) : échelle de gauche

Source : Banque de France

1.4 Politique monétaire des autres Banques Centrales

Les Banques Centrales ont mené leur politique monétaire dans un environnement international empreint de multiples incertitudes, parmi lesquelles i) l'impact de la crise sanitaire de la COVID-19, ii) les contraintes pesant sur les circuits d'approvisionnement et iii) la remontée de l'inflation dans les pays avancés induite par la guerre Russo-Ukrainienne.

La plupart des banques centrales des pays avancés ont poursuivi le resserrement de leur politique monétaire afin de lutter contre l'inflation.

Le Comité de politique monétaire de la Banque Centrale du Japon (BoJ), réuni le 21 juin 2022, a maintenu son taux d'intérêt et sa politique monétaire accommodante. Ainsi, il a maintenu son taux de dépôt à court terme à - 0,1 %. De plus, la banque poursuivra sa politique d'achat illimité des obligations du Gouvernement (JGB) à 10 ans qui vise à plafonner leurs rendements à 0,25 %. L'institution nipponne a donc maintenu sa politique monétaire ultra-accommodante, et ce, malgré la chute brutale du yen liée aux relèvements des taux d'autres grandes banques centrales.

En Chine, le 22 août 2022, lors de sa réunion de politique monétaire, la Banque Centrale Chinoise (People's Bank of China ou PBOC) a abaissé une fois de plus cette année, deux de ses taux d'intérêt de référence, ceci une semaine après avoir baissé son taux d'intérêt de référence pour les prêts hypothécaires, une mesure destinée à soutenir l'économie et un secteur immobilier à la peine. Le Loan Prime Rate (LPR) à un an, qui constitue la référence des taux les plus avantageux que les banques peuvent offrir aux entreprises et aux ménages, a été réduit de 3,70 % à 3,65 %, et celui à cinq ans, référence pour les prêts hypothécaires, a été abaissé de 4,45 % à 4,3 %. Il avait été abaissé en janvier 2022, et celui à cinq ans en mai 2022.

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Canada (BdC), réuni le 07 septembre 2022, a décidé d'élever une fois de plus son taux cible du financement à un jour pour le faire passer de 2,50 % à 3,25 %. Le taux officiel d'escompte s'établit dorénavant à 3,50 % après 2,75 %, et le taux de rémunération des dépôts, à 3,25 % après 2,50 %.

Réuni le 08 septembre 2022, le Conseil des gouverneurs a décidé de renforcer ses trois principaux taux d'intérêt directeurs de 75 points de base. Le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement est ainsi passé à 1,25 %, celui de la facilité de prêt marginal à 1,50 % et celui de la facilité de dépôt à 0,75 % à compter du 14 septembre 2022. Cette mesure a été prise en anticipation de la transition du niveau actuellement très accommodant des taux directeurs vers des niveaux qui assureront un retour au plus tôt de l'inflation vers l'objectif de 2 % à moyen terme de la BCE. Le Conseil des gouverneurs prévoit de poursuivre la hausse des taux d'intérêt lors de ses futures réunions afin de ralentir la demande d'une part, et surtout d'éviter le risque d'un glissement à la hausse persistant des anticipations d'inflation. En effet, l'inflation reste beaucoup trop forte et elle devrait demeurer supérieure à l'objectif pendant une période prolongée. Selon l'estimation rapide d'Eurostat, l'inflation a atteint 9,1 % en août.

Le Comité de politique monétaire de la Fed (Federal Open Market Committee), réuni lors de sa réunion du 21 septembre 2022, a décidé d'augmenter, et pour la troisième fois consécutive, ses taux directeurs à l'appui de ses objectifs de maintenir l'inflation à 2 %. Elle porte ainsi la fourchette cible du taux des fonds fédéraux de 2,25 % - 2,5 % à 3,00 % à 3,25 % (+ 75 points de base), après une hausse de 1,5 % - 1,75 % à 2,25 % - 2,5 % (+ 75 points de base) intervenue lors de ses réunions des 26 et 27 juillet 2022. En outre, la Fed prévoit que des augmentations continues de la fourchette cible seraient nécessaires, tant que l'inflation resterait à un niveau historiquement élevé.

A l'issue de sa réunion de politique monétaire du 22 septembre 2022, la Banque d'Angleterre (Bank of England ou BoE) a décidé d'augmenter son taux directeur de 0,5 point de pourcentage à 2,25 %. En outre, la BoE a annoncé la réduction du stock d'obligations d'Etat achetées par l'émission de ses réserves, de 80 milliards de livres sterling au cours des douze (12) prochains mois, pour un total de 758 milliards de livres sterling.

En Afrique subsaharienne, la plupart des banques centrales ont entamé le resserrement de leurs politiques monétaires, dans un contexte de hausse généralisée des prix, suite aux effets de la guerre en Ukraine. La Banque Centrale du Congo (BCC), réunie le 28 mars 2022, a maintenu inchangé son principal taux directeur à 7,5 %. Les coefficients des réserves obligatoires sur les dépôts en devises à vue et à terme ont été maintenus respectivement à 13,0 % et 12,0 % et ceux des dépôts en monnaie nationale à vue et à terme à 0 %.

Le Comité de politique monétaire de la Banque Centrale du Nigéria (BCN), réuni les 18 et 19 juillet 2022, a décidé d'augmenter son principal taux d'intérêt directeur de 150 points de base à 14,5 % et de maintenir son coefficient des réserves obligatoires à 27,5 %.

En Afrique du Sud, la South African Reserve Bank (SARB), dans son communiqué de presse du 21 juillet 2022, a décidé de rehausser le taux de rachat des titres de 75 points de base à 5,50 % par an, à compter du 22 juillet 2022.

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), a décidé de relever de 25 points de base ses taux directeurs, du 16 septembre 2022. En conséquence, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité est passé à 2,50 % et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,50 %. Le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union, est quant à lui demeuré à 3,00 %.

1.5 Politique monétaire de la BEAC

Le Comité de politique monétaire, réuni en sa séance ordinaire du 26 septembre 2022 à Yaoundé, après analyse des facteurs de risques pesant sur la stabilité monétaire et des développements observés sur le marché monétaire, d'une part, et au regard des perspectives macroéconomiques de la CEMAC à court et moyen termes, d'autre part, a décidé de :

- Relever de 50 points de base :
 - le Taux d'Intérêt des Appels d'Offres de 4,00 % à 4,50 % ;
 - le Taux de la facilité de prêt marginal de 5,75 % à 6,25 %.

- Maintenir inchangés :
 - le Taux de la facilité de dépôt à 0,00 % ;
 - les coefficients des réserves obligatoires à 7,00 % sur les exigibilités à vue et 4,50 % sur les exigibilités à terme.

T3 : Taux directeurs des principales Banques Centrales

	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21	janv-22	févr-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22	juil-22	août-22
Fédéral Reserve (Fed)													
Taux des Fonds Fédéraux	0,00-0,25	0,00-0,25	0,00-0,25	0,00-0,25	0,00-0,25	0,00-0,25	0,00-0,25	0,25-0,50	0,25-0,50	0,75-1,00	1,50-1,75	2,25-2,50	2,25-2,50
Bank of Japon (BoJ)													
Taux au jour le jour	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10
Bank of England (BoE)													
Taux de prise en pension	0,10	0,10	0,10	0,10	0,25	0,25	0,50	0,75	0,75	1,00	1,25	1,75	1,75
Banque du Canada													
Taux de refinancement	0,250	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,50	0,50	1,00	1,50	2,50	2,50
Banque Centrale Européenne (BCE)													
Taux des principales opérations de refinancement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,50	0,50
BCEAO													
Taux des pensions	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,25	4,25	4,25
Taux d'injection de liquidités	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,25	2,25	2,25
Taux directeur de la BCC	8,56	8,5	8,5	8,5	8,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5
Taux directeurs de la BCN	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	13,0	13,0	13,0	13,0
Taux directeurs de la SARB	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	4,00	4,00	4,00	4,250	4,750	4,750	5,5	5,50

Sources : Fed, BoE, BoJ, Banque du Canada, BCE, BCEAO, BCC, BCN et SARB

2. Secteur Réel de la CEMAC

2.1 Activité économique récente

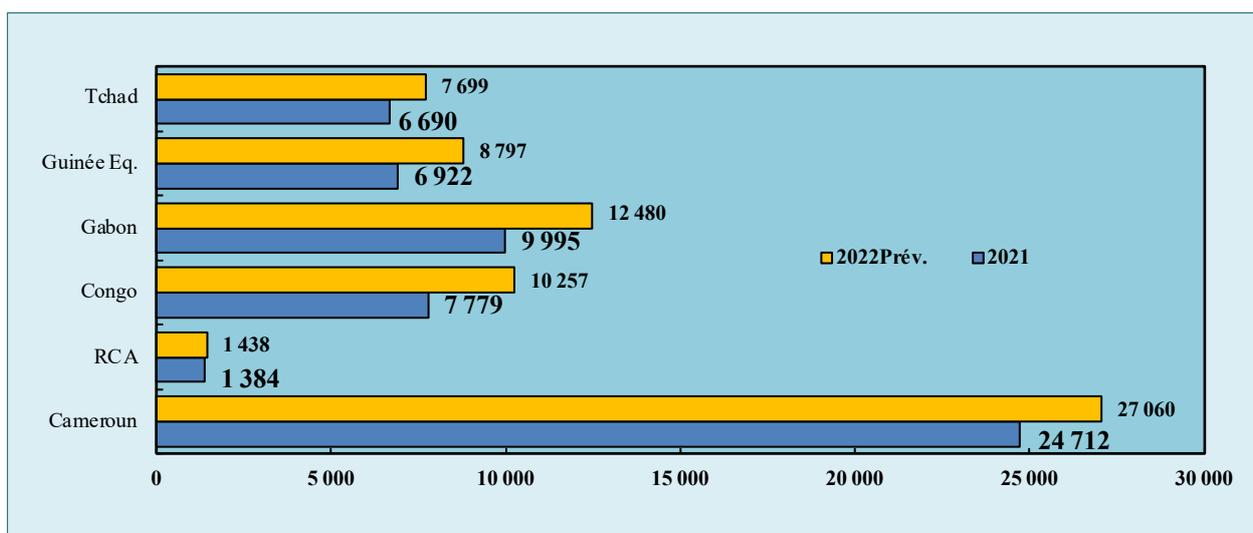
Au deuxième trimestre 2022, l'Indice Composite des Activités Economiques (ICAE) de la CEMAC, en glissement annuel, s'est inscrit en hausse de 7,0 %, une performance en recul par rapport à la même période un an plus tôt (+ 8,4 %). D'importantes disparités demeurent au niveau national. En effet, à la fin du deuxième trimestre 2022, en glissement annuel, la République Centrafricaine a enregistré un rebond d'activité (+14,8 % contre -0,2 % un an plus tôt) en lien avec une situation sécuritaire relativement plus favorable qu'en début 2021. Dans un contexte de bonne tenue des cours des hydrocarbures et d'une augmentation de la production de gaz, la Guinée Equatoriale a enregistré également de bonnes performances au deuxième trimestre 2022 avec un ICAE en hausse de 13,9 %, contre 8,5 % un an plus tôt. L'activité s'est également consolidée au Cameroun, en dépit de tensions inflationnistes significatives, avec une augmentation de l'ICAE de 8,2 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2022, contre 9,5 % un an plus tôt. Le Tchad et le Gabon ont également enregistré de bonnes performances en glissement annuel, avec une hausse de l'ICAE de 8,5 % et 7,9 % respectivement au deuxième trimestre 2022. L'activité au Congo s'est en revanche repliée au deuxième trimestre 2022, avec un ICAE en baisse de 6,7 % en glissement annuel. En glissement trimestriel, l'ICAE s'est légèrement accru de 0,6 % au deuxième trimestre 2022 au même rythme qu'un trimestre plus tôt. Ces faibles progressions de l'ICAE sur deux trimestres consécutifs marquent un certain attentisme de l'activité économique dans la Zone.

2.2 Perspectives macroéconomiques à court terme

L'activité économique devrait enregistrer une évolution contrastée. L'atonie de la demande intérieure, en proie à des tensions inflationnistes, de même que l'incidence toujours prononcée de la crise russo-ukrainienne et les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales devraient affecter négativement l'activité dans la CEMAC. A contrario, les activités sylvicoles, minières et gazières demeureront de solides soutiens à la croissance dans la Sous-région. Les estimations pour le troisième trimestre 2022, en glissement annuel, tablent ainsi sur une hausse moins importante de l'ICAE de la CEMAC à 3,4 % (contre 6,8 % un an plus tôt). En glissement trimestriel, l'ICAE devrait reculer de 1,0 %, au troisième trimestre 2022, contre 0,6 % un trimestre plus tôt.

Sur l'ensemble de l'année 2022, les services de la BEAC tablent sur : i) un taux de croissance du PIB réel de 3,2 % contre 1,5 % en 2021, portée principalement par un rebond de la croissance pétrolière (1,9 % en 2022, contre - 8,2 % un an plus tôt), ii) une accélération des pressions inflationnistes à 5,2 % en 2022, contre 1,6 % un an plus tôt, iii) un redressement du solde budgétaire base engagements, dons compris, qui deviendrait excédentaire à 0,5 % du PIB en 2022, après - 16 % du PIB en 2021, ainsi que celui du solde du compte courant qui passerait de - 0,7 % du PIB en 2021 à 4,6 % du PIB en 2022. Sur le plan de la monnaie, la masse monétaire augmenterait de 15,4 % tandis que les avoirs extérieurs nets bondiraient de 78,4 %.

G9. PIB nominal des pays de la CEMAC (en milliards de FCFA)



Source : BEAC (juin 2022). En gras: prévisions

T4 : Evolution des taux de croissance infra-annuels du PIB réel de la CEMAC

	Secteur primaire			Secteur secondaire			Secteur tertiaire			Taxes nettes sur les produits		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022
		Estim.	Prev.		Estim.	Prev.		Estim.	Prev.		Estim.	Prev.
Cameroun	0,2	0,5	0,4	0,9	0,9	0,8	-0,4	2,1	2,1	-0,1	0,2	0,5
République Centrafricaine	1,2	1,5	2,4	-0,9	0,0	-0,2	0,9	-0,6	-0,8	-0,6	0,1	0,4
Congo	-3,9	-4,5	-1,3	-0,3	0,8	0,6	-1,7	1,6	1,2	-0,2	0,2	0,2
Gabon	0,9	-0,7	1,7	-1,3	1,1	0,4	-1,0	0,7	1,0	-0,3	0,5	0,2
Guinée Equatoriale	-0,2	-4,5	-0,7	-2,9	1,6	3,2	-1,5	3,6	1,8	0,0	0,2	0,2
Tchad	0,5	-3,0	1,9	-0,6	0,4	-0,2	-2,0	0,5	0,5	0,0	0,2	-0,1
CEMAC	-0,5	-1,2	0,5	-0,2	0,8	0,7	-1,0	1,6	1,7	0,1	0,4	0,3

Sources: Administrations nationales et BEAC

2.3 Prix

Au deuxième trimestre 2022, le niveau général des prix dans la CEMAC est ressorti au-dessus des attentes. En effet, l'inflation s'est hissée à 3,0 % en moyenne annuelle, et à 5,6 % en glissement annuel, contre respectivement 2,1 % et 4,1 % à fin mars 2022, 2,2 % et 1,7 % un an plutôt. Pour l'essentiel, la dynamique de l'inflation à fin juin 2022 a été portée principalement par une contribution plus importante de la fonction « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (3,8 points en juin 2022, contre 1,1 point un an plutôt).

Au terme du deuxième trimestre 2022, la situation de l'inflation dans la CEMAC a été marquée par une accélération plus forte qu'attendue, dans un contexte de i) flambée des prix alimentaires mondiaux, ii) dépréciation de l'euro et iii) perturbations dans les circuits d'approvisionnements internationaux. L'inflation alimentaire a été la principale source de préoccupation au deuxième trimestre, affectée par des facteurs tant externes qu'internes.

Les estimations de l'inflation sous-jacente indiquent une relative remontée des pressions à fin juin 2022. En effet, le taux d'inflation sous-jacente s'établirait à 2,6 % en moyenne annuelle et 5,0 % en glissement annuel, contre respectivement 2,0 % et 1,5 % à fin juin 2021.

T5. Taux d'inflation sur les 12 derniers mois

Variation en moyenne annuelle de l'Indice des Prix à la Consommation

	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21	janv-22	févr-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22
Cameroun	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3	2,5	2,7	3,0	3,3	3,6	4,0
République Centrafricaine	4,0	4,0	4,0	4,1	4,1	4,3	4,3	4,0	3,7	3,6	3,5	3,5	3,7
Congo	1,3	1,5	1,6	1,8	2,1	2,2	2,3	2,3	2,2	2,4	2,5	2,6	2,6
Gabon	1,5	1,4	1,3	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,3	1,4	1,6	1,9
Guinée Equatoriale	1,1	0,5	0,0	-0,4	-0,4	-0,3	-0,1	0,2	0,6	1,1	1,5	2,1	2,8
Tchad	2,4	-4,9	-3,5	-1,6	0,3	-0,6	-0,8	-0,8	-0,6	-0,2	0,2	0,7	1,2
CEMAC*	2,2	2,0	1,9	1,8	1,7	1,6	1,7	1,8	1,9	2,1	2,4	2,7	3,0
UEMOA	2,5	2,7	2,9	3,1	3,3	3,5	3,8	4,2	4,5	4,9	5,2	5,5	5,8
Zone Euro	0,6	0,8	1,1	1,4	1,7	2,2	2,6	2,9	3,3	3,9	4,4	4,9	5,4
France	0,5	0,6	0,7	0,9	1,1	1,3	1,5	1,7	1,9	2,1	2,4	2,7	3,0
Etats Unis	2,3	2,7	3,0	3,3	3,8	4,2	4,7	5,2	5,7	6,2	6,6	6,9	7,2

Variation en glissement annuel de l'Indice des Prix à la Consommation

	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21	janv-22	févr-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22
Cameroun	2,4	2,6	2,4	2,5	2,3	2,5	3,6	4,2	4,6	4,8	5,7	6,1	6,2
République Centrafricaine	5,4	3,6	2,6	3,9	2,8	4,2	2,7	2,1	2,0	3,5	3,9	5,4	7,2
Congo	3,4	2,9	2,7	2,6	2,9	1,9	1,5	1,7	1,7	3,9	2,9	3,4	3,1
Gabon	0,7	0,6	0,6	0,7	0,8	1,2	1,6	1,8	2,3	2,8	2,8	3,3	4,3
Guinée Equatoriale	-1,9	-0,4	0,1	0,6	1,8	2,0	2,8	2,9	3,4	4,0	4,6	5,3	6,2
Tchad	-0,9	-0,7	-3,1	-0,9	-1,5	-1,7	0,9	2,0	2,2	3,5	4,0	4,9	5,5
CEMAC*	1,8	1,7	1,2	1,7	1,5	1,7	2,6	3,1	3,4	4,1	4,6	5,2	5,6
UEMOA	3,6	4,2	4,4	4,9	5,1	4,9	5,9	6,4	6,1	6,6	6,8	6,8	7,5
Zone Euro	1,9	2,2	3,0	3,4	4,1	4,9	5,0	5,1	5,9	7,4	7,4	8,1	8,6
France	1,5	1,2	1,9	2,2	2,6	2,8	2,8	2,9	3,6	4,5	4,8	5,2	5,8
Etats Unis	5,4	5,4	5,3	5,4	6,2	6,8	7,0	7,5	7,9	8,5	8,3	8,6	9,1

Sources: FMI, Administrations nationales et BEAC

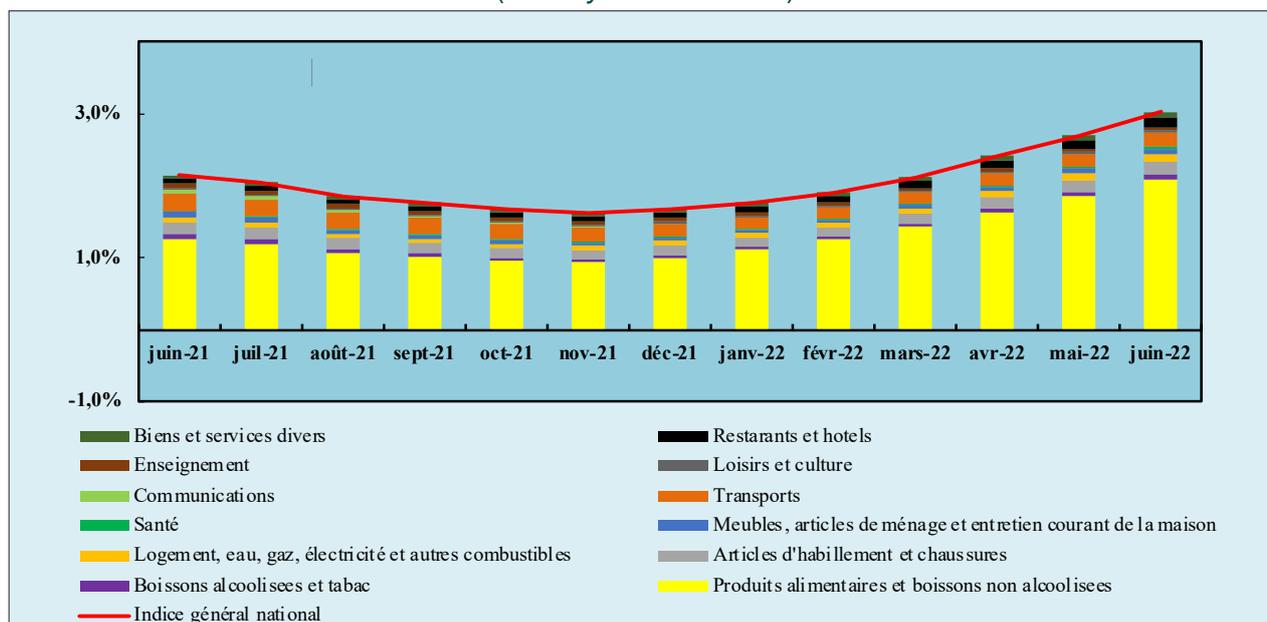
T6. Indice des prix de la CEMAC par fonction de consommation

Base 100 : Année 2011

POSTES DE CONSOMMATION	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21	janv-22	févr-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22	Moy. Ann.*	Gli. Ann.**
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	125,2	126,1	125,9	126,2	125,3	125,2	127,4	128,3	129,7	131,6	133,4	135,9	137,8	5,4%	125,2
Boissons alcoolisées et tabac	128,3	128,4	127,8	128,3	128,5	128,7	129,5	130,2	130,8	133,1	133,3	133,5	134,3	2,3%	128,3
Articles d'habillement et chaussures	118,8	119,2	118,7	119,2	119,5	119,9	120,4	121,2	121,6	121,7	122,5	123,1	123,9	2,3%	118,8
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	125,7	125,6	124,7	124,6	124,7	125,0	125,6	125,7	125,6	126,3	126,7	127,2	126,2	0,7%	125,7
Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison	118,8	118,9	119,4	119,1	119,3	119,6	120,2	120,4	121,0	121,4	122,2	123,4	124,5	1,6%	118,8
Santé	116,8	116,7	116,6	117,0	117,3	117,2	117,3	117,5	117,5	117,7	118,1	118,6	118,8	0,8%	116,8
Transports	130,0	130,1	130,4	129,8	130,0	130,5	130,9	131,6	131,9	132,6	132,7	133,7	134,9	1,9%	130,0
Communications	94,3	94,4	94,3	94,4	94,4	94,4	94,5	94,5	94,6	94,6	94,7	94,8	95,0	-0,1%	94,3
Loisirs et culture	115,7	115,7	116,0	116,1	116,2	116,5	116,7	116,9	117,0	117,2	117,4	117,9	118,1	1,1%	115,7
Enseignement	138,4	138,7	139,0	139,1	139,5	139,6	139,8	139,8	139,9	140,0	139,9	140,0	140,0	1,4%	138,4
Restaurants et hôtels	132,8	132,4	132,7	132,8	133,3	133,4	134,6	135,0	135,4	136,0	137,5	139,0	139,8	2,6%	132,8
Biens et services divers	125,5	125,7	125,6	125,9	126,1	126,0	126,3	127,2	127,4	127,7	128,2	128,8	129,2	1,7%	125,5
Indice général	124,0	124,3	124,1	124,3	124,1	124,2	125,3	125,9	126,6	127,6	128,6	130,0	130,9	3,0%	124,0
Produits locaux	124,0	124,3	124,1	124,3	124,1	124,2	125,3	125,9	126,6	127,6	128,6	130,0	130,9	-	124,0
Produits importés														-	
<i>Indice hors alimentation</i>	123,2	123,2	123,1	123,1	123,3	123,5	124,0	124,4	124,6	125,1	125,6	126,3	126,6	1,5%	123,2
<i>Indice hors Transports</i>	118,7	118,7	118,8	118,7	118,9	119,1	119,5	119,9	120,1	120,5	121,0	121,7	122,1	1,4%	118,7
<i>Indice hors alimentation et transports</i>	122,0	122,0	121,7	121,8	122,1	122,3	122,8	123,1	123,3	123,8	124,3	124,9	125,1	1,4%	122,0
<i>Indice sous-jacent</i>	119,9	120,2	120,0	120,1	120,0	120,1	121,0	121,5	122,0	123,0	123,8	125,0	125,8	2,6%	119,9

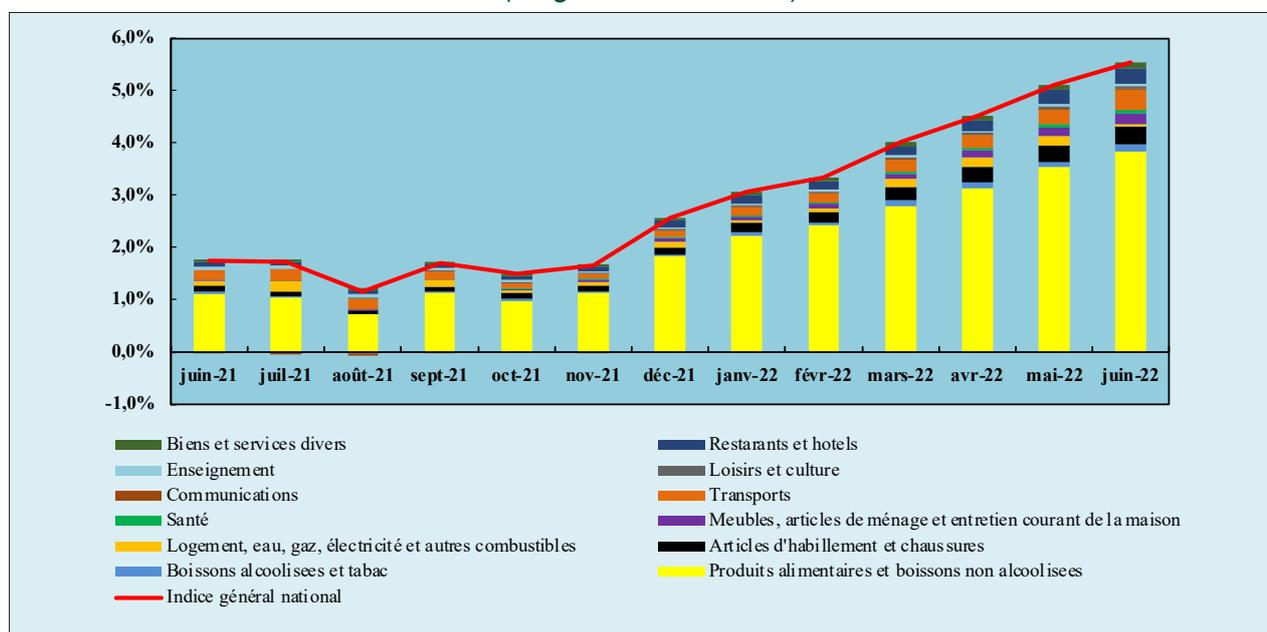
Sources : Administrations nationales et BEAC
(*) Moyenne annuelle, (**) Glissement annuel

G10. Contribution absolue des fonctions de consommation à l'indice des prix à la consommation de la CEMAC (en moyenne annuelle)



Sources : Administrations nationales et BEAC

G11. Contribution absolue des fonctions de consommation à l'indice des prix à la consommation dans la CEMAC (en glissement annuel)



Sources : FMI, Administrations nationales et BEAC

3. BALANCE DES PAIEMENTS ET COMPETITIVITE

3.1 Balance des paiements

En 2022, l'excédent extérieur courant, transferts publics inclus, se situerait à 4,6 % de PIB, contre - 0,7 % du PIB en 2021, en lien avec l'amélioration des termes de l'échange de + 28,0 %. La consolidation du compte courant, en pourcentage du PIB, découlerait principalement d'une augmentation de l'apport des exportations pétrolières (+9,0 points) et non pétrolières (+ 4,3 points), neutralisée en partie par l'augmentation des importations de services (- 6,1 points) et des sorties nettes de revenus (- 2,2 points).

En particulier, la dynamique des exportations découlerait de la hausse des ventes de pétrole brut (+ 60,7 %, à 16 319,3 milliards), de gaz (+117,9 %, à 2 508,8 milliards), de bois (+ 5,9 %, à 1 005,0 milliards), et de manganèse (+25,7 %, à 856,8 milliards). Cette tendance serait cependant compensée par la hausse des importations (+ 30,5 %) ainsi que le creusement des déficits des balances des services (+ 34,5 %) et des revenus (+ 78,9 %). L'évolution des importations demeurerait liée à l'appréciation du dollar et à l'augmentation des prix à l'importation (+ 20,2 %).

Au final, le solde global de la balance des paiements (en pourcentage du PIB) ressortirait excédentaire à 1 046,5 milliards, soit +1,5 % du PIB, contre - 1,0 % du PIB un an auparavant. En point de PIB, cette amélioration de 3,2 points serait principalement portée par l'excédent du compte courant (+5,8 points), neutralisée en partie par les sorties nettes de capitaux à court terme (- 4,1 points).

L'excédent de la balance des paiements servirait à accumuler des réserves officielles de 1 075,3 milliards et à couvrir des financements exceptionnels de +28,8 milliards. Le ratio des réserves en mois d'importations de biens et services se stabiliserait autour de 3,92 mois contre 3,70 mois un an plus tôt.

T7 : Soldes de la balance des paiements (en % du PIB)

	Solde des transactions courantes			Solde du compte de capital et d'opérations financières			Solde global		
	2020	2021	2022 Prev.	2020	2021	2022 Prev.	2020	2021	2022 Prev.
Cameroun	-3,8	-3,3	-0,7	2,0	2,2	-1,0	-1,9	-0,5	-1,7
République Centrafricaine	-6,9	-10,0	-10,6	6,6	6,2	10,2	0,4	-4,7	-0,3
Congo	12,7	11,4	16,3	-13,6	-14,3	-18,6	-1,2	-1,3	-2,4
Gabon	-1,5	5,5	4,2	2,0	-5,8	-3,5	-2,7	-2,9	0,2
Guinée Equatoriale	2,5	-8,2	0,8	-2,6	11,9	2,9	-2,4	1,1	3,7
Tchad	3,0	0,2	6,1	-3,8	-5,3	-5,2	-1,3	-3,3	1,5
CEMAC	0,4	-0,7	5,3	-1,0	-1,0	-3,8	-1,6	-1,0	1,5

Sources : Administrations nationales et BEAC

T8 : Solde de la balance commerciale

	Exportations (variation en %)			Importations (variation en %)			Balance commerciale (en milliards de FCFA)		
	2020	2021	2022 Prev.	2020	2021	2022 Prev.	2020	2021	2022 Prev.
Cameroun	-21,6	25,8	44,7	-20,2	18,3	26,3	-391,3	-272,2	242,3
République Centrafricaine	-11,4	-3,3	11,2	-18,9	-8,2	12,6	-213,9	-192,5	-217,9
Congo	-41,1	44,2	52,4	-19,4	12,6	16,1	1 248,2	2 307,8	4 171,2
Gabon	-18,5	28,7	48,6	-5,9	-1,2	58,2	963,5	1 860,2	2 567,1
Guinée Equatoriale	-48,8	52,5	70,6	-39,6	77,4	47,5	837,3	1 092,5	2 169,5
Tchad	-32,4	46,7	73,5	-3,5	3,1	1,1	239,9	678,6	1 737,5
CEMAC	-32,9	32,5	66,4	-10,0	14,4	30,5	2 868,3	5 251,1	12 046,5

Sources : Administrations nationales et BEAC

3.2 Compétitivité

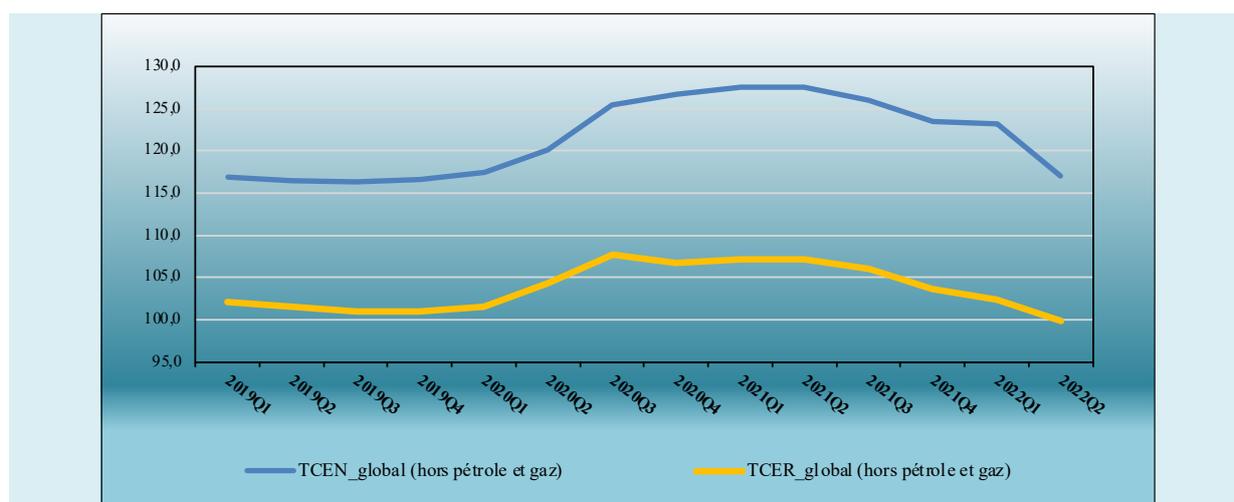
Au deuxième trimestre 2022, la compétitivité-prix des économies de la CEMAC, appréciée à partir des évolutions du taux de change effectif réel (TCER) global³, s'est caractérisée par un accroissement des gains de positions concurrentielles. En effet, le TCER global est passé de - 1,1 % au premier trimestre 2022 à - 2,4 % au trimestre suivant.

En outre, l'examen de la compétitivité-prix des pays de la CEMAC entre le premier et le deuxième trimestre 2022, fait déduire une dépréciation notable du franc CFA par rapport aux monnaies de la plupart des principaux partenaires commerciaux. Ainsi, le TCEN s'est inscrit en diminution de 5,1 % au deuxième trimestre 2022, contre un recul de 0,2 % au trimestre précédent.

En termes de contributions à la variation du TCER global de la CEMAC au deuxième trimestre 2022, la contribution absolue du TCER des exportations a été de - 1,3 %, contre - 0,3 % au premier trimestre 2022 et celle des importations de - 1,1 %, après - 0,9 % au trimestre passé.

³ La compétitivité extérieure de la CEMAC est évaluée hors secteur pétrolier en raison du poids important du pétrole dans les exportations et du fait que cette activité, à forte intensité capitaliste, est entièrement off-shore. L'influence de l'exploitation pétrolière sur l'indicateur de compétitivité extérieure ainsi calculé est implicite et s'apprécie par le biais des évolutions des prix domestiques.

G12. Evolution du TCER/TCEN



Sources : Administrations nationales et BEAC

T9 : Compétitivité

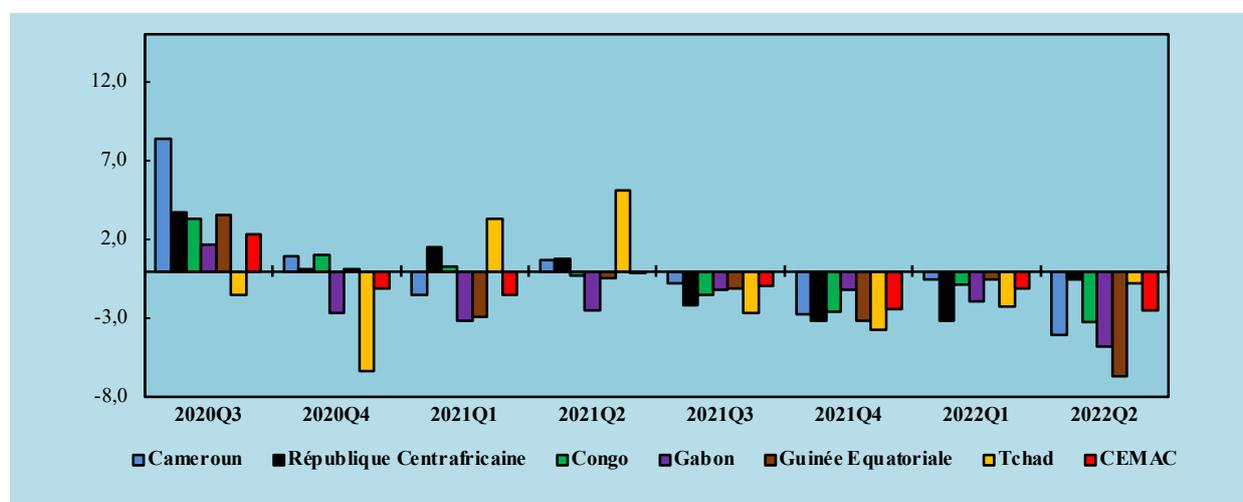
(variations en %)

	TCER composite (*)				TCER des exportations				TCER des importations			
	2021Q3	2021Q4	2022Q1	2022Q2	2021Q3	2021Q4	2022Q1	2022Q2	2021Q4	2022Q1	2022Q1	2022Q2
Cameroun	-0,8	-2,8	-0,5	-4,0	-1,0	-3,4	-0,3	-6,2	-2,3	-0,7	-0,7	-2,5
République Centrafricaine	-2,2	-3,1	-3,2	-0,5	-2,5	-4,2	-3,3	-6,8	-2,8	-3,1	-3,1	1,3
Congo	-1,5	-2,5	-0,9	-3,3	-2,3	-3,6	-0,3	-8,5	-2,3	-1,0	-1,0	-1,9
Gabon	-1,2	-1,2	-1,9	-4,8	-1,4	-0,5	-2,2	-6,5	-2,3	-1,5	-1,5	-1,8
Guinée Equatoriale	-1,1	-3,2	-0,5	-6,7	-1,5	-3,5	-0,2	-9,1	-2,5	-1,1	-1,1	-2,0
Tchad	-2,7	-3,7	-2,2	-0,7	-4,7	-5,4	-3,7	-0,3	-2,1	-0,8	-0,8	-1,1
CEMAC	-0,9	-2,4	-1,1	-2,4	-1,6	-2,4	-1,2	-5,2	-2,3	-1,1	-1,1	-1,4

(*) Cotation au certain du FCFA par rapport aux autres monnaies.

Source : BEAC

G13. Evolution de l'indice composite du TCER



Sources : Administrations nationales et BEAC

4. SECTEUR PUBLIC

Finances publiques et endettement

La situation des finances publiques serait plus favorable, en raison de la hausse des cours des produits exportés par la CEMAC, notamment le pétrole brut et des appuis budgétaires du FMI. Ainsi, le solde budgétaire global, dons compris, se fixerait à 0,5 % du PIB en 2022, après -1,6 % du PIB en 2021.

Au plan stratégique, la variation du solde budgétaire en pourcentage du PIB serait induite essentiellement par l'accroissement des recettes budgétaires. En effet, le solde budgétaire, base engagements, dons compris, en pourcentage du PIB, progresserait de 2,1 points en 2022, en relation principalement avec la hausse des recettes pétrolières (contribution de 2,1 points) et non pétrolières (contribution de 1,4 point), qui devrait plus que compenser la hausse des dépenses totales (contribution de 1,8 point). La remontée des recettes pétrolières est essentiellement liée à la bonne dynamique des cours du baril (99,90 dollars le baril en 2022 contre 69,07 dollars le baril en 2021). Les recettes non pétrolières continueraient de tirer profit des efforts fournis dans la mobilisation des recettes fiscales, notamment avec l'informatisation accrue de la collecte des impôts et taxes dans la plupart des pays de la CEMAC, et la formalisation de plusieurs entreprises informelles dans certains pays de la CEMAC favorisée par l'application plus rigoureuse de la réglementation des changes.

T10 : Evolution des finances publiques des pays de la CEMAC (en % du PIB)

	Solde budgétaire global, base engagements, dons compris			Recettes globales			Dépenses globales		
	2020	2021	2022 Prev.	2020	2021	2022 Prev.	2020	2021	2022 Prev.
Cameroun	-3,2	-3,2	-1,3	13,8	14,1	15,3	12,3	12,5	12,0
République Centrafricaine	-2,5	-6,9	-1,6	68,7	61,5	91,4	52,1	59,4	59,0
Congo	-1,0	1,7	7,7	19,9	21,2	24,1	19,1	17,0	13,6
Gabon	-2,2	-1,6	2,2	20,0	17,6	16,5	19,3	16,6	12,0
Guinée Equatoriale	-1,8	2,0	4,3	14,2	14,8	16,6	12,0	10,5	9,4
Tchad	1,2	-2,8	3,1	14,3	12,7	17,1	10,8	12,3	11,0
CEMAC	-2,0	-1,7	1,9	15,5	15,5	17,1	14,1	13,6	11,7

Sources : Administrations nationales et BEAC

T11 : Evolution de la dette publique extérieure des pays de la CEMAC (en % du PIB)

	Encours de la dette extérieure (en % du PIB)			Service de la dette extérieure (en % des Xbsnf)			Service de la dette extérieure (en % des recettes budgétaires)		
	2020	2021	2022 Prev.	2020	2021	2022 Prev.	2020	2021	2022 Prev.
Cameroun	29,2	28,9	27,9	13,8	20,5	10,9	15,2	26,5	16,3
République Centrafricaine	24,3	23,8	22,9	2,9	0,5	0,6	6,0	2,9	3,5
Congo	62,5	49,1	31,7	16,3	11,3	13,8	37,5	28,8	37,5
Gabon	43,5	36,3	29,6	23,1	17,3	6,1	50,1	41,8	18,7
Guinée Equatoriale	9,1	8,5	5,0	20,1	4,5	3,4	41,1	11,0	9,9
Tchad	25,6	25,3	21,8	11,0	10,2	11,4	13,6	19,5	24,1
CEMAC	32,8	30,0	25,0	17,5	14,5	9,2	28,4	27,2	21,3

Sources : Administrations nationales et BEAC

5. MONNAIE ET CREDIT

L'évolution de la masse monétaire (M2) de la CEMAC et de ses contreparties, en glissement annuel, à fin juillet 2022 a été marquée par :

- une hausse des avoirs extérieurs nets du système monétaire de 24,7 %. Cette évolution résulte de la forte progression des avoirs extérieurs bruts (42,4 %) du fait des rapatriements de devises effectuées par les opérateurs économiques que la hausse des engagements extérieurs (51,7 %) du système monétaire n'ont pas pu compenser. Les réserves de change se sont situées à 5 787,3 milliards à fin juillet 2022, contre 4 048,4 milliards un an plus tôt, et ont représenté environ 3,50 mois d'importations de biens et services. Le taux de couverture extérieure de la monnaie est passé de 58,24 % en juillet 2021 à 70,42 % un an plus tard ;
- une expansion des créances nettes du système monétaire sur les États de la CEMAC de 18,3 % à 8 111,8 milliards, en raison de l'intensification des émissions de titres publics par les États et détenus par les banques de la sous-région ainsi que de ceux détenus par la BEAC dans le cadre de son programme de rachat des titres publics sur le marché secondaire ;
- une hausse des crédits à l'économie, qui sont passés de 8 436,9 milliards à 9 521,1 milliards, soit une progression de 12,8 %. Cette évolution est principalement liée à celle des concours au secteur privé non financier (contribution de 12,4 points), aux entreprises publiques non financières (1,9 point) nonobstant la baisse des crédits octroyés aux institutions financières non monétaires (-1,5 point).

En définitive, les disponibilités monétaires et quasi-monétaires (M2) se sont accrues de 10,2 % pour s'établir à 15 915,1 milliards à fin juillet 2022 contre 14 436,1 milliards un an auparavant. En termes de contributions, les créances nettes sur les États, les crédits à l'économie ainsi que les avoirs extérieurs nets ont eu une influence positive sur l'évolution de la masse monétaire au sens large (M2) à hauteur respectivement de 8,7 points, 7,5 points et 2,6 points. Les ressources non monétaires ont contribué négativement à cette évolution (-8,6 points). Toutes les composantes ont contribué positivement à l'expansion de la masse monétaire, avec 5,0 points pour la monnaie scripturale, 3,3 points pour la monnaie fiduciaire et 2,0 points pour les dépôts à terme monétaires.

Il ressort de l'analyse de l'évolution des crédits par maturité, une augmentation des crédits suivant divers horizons temporels. Sur la période, il est observé une hausse des crédits à long terme de 45,1 %, une expansion des crédits à moyen terme à hauteur de 13,4 % et une augmentation des crédits à court terme de 11,0 %. Les contributions des crédits à court, moyen et long termes à l'expansion des concours bancaires à l'économie sont respectivement de 6,0 points, 5,8 points et 1,1 point

T12 : Agrégats de monnaie et de crédit (en millions de FCFA)

CEMAC	2021		2022											
	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21	janv-22	févr-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22	
Avoirs extérieurs nets	1 651 137	1 389 901	1 235 055	1 149 013	1 451 594	1 113 616	1 313 518	1 283 232	1 136 080	1 377 901	1 464 535	1 401 819	1 827 362	
dont BEAC	1 746 355	1 614 938	1 463 903	1 313 511	1 384 055	1 355 095	1 548 150	1 539 765	1 460 239	1 612 814	1 767 684	1 725 728	2 080 005	
Créances nettes sur l'Etat	7 169 345	6 857 354	7 327 217	7 205 753	7 284 065	7 232 289	8 196 582	7 686 992	8 089 590	8 389 092	8 674 757	8 112 819	8 026 713	
Crédits à l'économie	8 259 795	8 436 978	8 473 497	8 659 024	8 506 761	8 916 844	9 199 510	9 188 882	9 225 593	9 170 227	9 054 600	9 218 521	9 469 361	
Crédits à court terme	4 503 328	4 600 819	4 647 668	4 668 531	4 533 031	4 905 524	5 077 889	5 015 295	5 112 475	4 984 160	4 910 561	4 979 737	5 069 351	
Crédits à moyen terme	3 559 550	3 637 142	3 625 739	3 783 925	3 763 244	3 802 680	3 827 965	3 885 856	3 830 321	3 904 286	3 861 432	3 959 065	4 112 165	
Crédits à long terme	196 917	199 017	200 090	206 568	210 486	208 640	293 656	287 731	282 797	281 781	282 607	279 719	287 845	
Masse monétaire (M2)	14 215	14 295	14 355	14 310	14 453	14 654	15 259	15 161	15 166	15 352	15 437	15 462	15 681	
	122	235	236	851	904	342	216	130	474	501	703	422	099	
Monnaie fiduciaire	3 159 726	3 214 644	3 243 465	3 239 137	3 318 970	3 396 312	3 662 661	3 565 110	3 471 565	3 560 882	3 637 526	3 613 569	3 609 907	
Monnaie scripturale	7 065 717	7 058 866	7 008 025	6 982 345	7 070 825	7 151 509	7 568 063	7 562 217	7 524 500	7 618 064	7 490 424	7 601 524	7 825 339	
Quasi-monnaie	3 989 679	4 021 725	4 103 746	4 089 369	4 064 109	4 106 521	4 028 492	4 033 803	4 170 409	4 173 555	4 309 753	4 247 329	4 245 853	
Taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	59,75	58,24	68,01	65,86	65,77	66,60	63,96	65,24	65,24	66,67	65,69	67,05	68,38	

Source : BEAC

T13 : Agrégats de monnaie et de crédit (en glissement annuel)

CEMAC	2021												2022														
	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21	janv-22	févr-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21	janv-22	févr-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22	
Avoirs extérieurs nets	-41,9%	-46,1%	-47,4%	-52,1%	-33,2%	-46,5%	-32,4%	-22,8%	-30,8%	-13,5%	-14,4%	-27,0%	10,7%	-39,6%	-39,4%	-39,6%	-47,6%	-39,8%	-37,7%	-24,6%	-11,8%	-15,0%	-6,2%	-8,1%	-22,6%	19,1%	
dont BEAC	41,9%	34,8%	35,1%	35,4%	25,4%	24,7%	25,3%	16,7%	25,7%	24,6%	29,0%	20,0%	12,0%	8,5%	10,2%	10,1%	11,1%	7,5%	10,9%	12,0%	15,1%	11,0%	9,4%	6,4%	9,1%	11,4%	14,6%
Créances nettes sur l'Etat	2,3%	3,1%	4,0%	5,9%	1,7%	7,7%	9,6%	9,7%	9,4%	6,4%	6,4%	9,0%	12,6%	18,3%	21,3%	20,8%	20,0%	16,2%	15,8%	13,6%	21,2%	11,4%	11,7%	10,7%	12,7%	15,5%	
Crédits à moyen terme	-0,8%	0,9%	-9,4%	-12,5%	-2,5%	3,3%	41,8%	40,8%	44,3%	40,8%	43,4%	44,8%	46,2%	11,9%	12,2%	11,9%	13,0%	11,1%	12,0%	11,8%	13,0%	12,7%	11,9%	11,3%	8,9%	10,3%	
Monnaie fiduciaire	12,2%	11,9%	13,4%	13,0%	13,8%	14,4%	16,0%	17,5%	15,0%	15,5%	15,3%	14,9%	14,2%	11,4%	12,2%	10,8%	9,5%	9,6%	11,1%	14,2%	15,5%	15,2%	14,4%	11,8%	8,2%	10,8%	
Monnaie scripturale	12,6%	12,5%	14,2%	13,9%	11,7%	11,6%	4,2%	5,2%	6,8%	4,7%	7,3%	5,6%	6,4%	12,6%	12,5%	14,2%	13,9%	11,7%	11,6%	4,2%	5,2%	6,8%	4,7%	7,3%	5,6%	6,4%	
Quasi-monnaie																											
Contribution à la croissance de M2 (En point de pourcentage)																											
Avoirs extérieurs nets	-9,4	-9,3	-8,7	-9,7	-5,5	-7,4	-4,6	-2,8	-3,8	-1,6	-1,8	-3,7	1,2	16,7	13,9	14,9	14,7	11,3	10,9	12,1	8,2	12,3	12,1	14,1	9,5	6,0	
Créances nettes sur l'Etat	5,1	6,1	6,1	6,7	4,6	6,7	7,2	9,0	6,8	5,8	5,4	6,6	8,5	-0,4	1,5	0,0	-0,1	0,7	2,9	-3,0	-1,3	-2,7	-4,4	-6,4	-3,6	-5,5	
Autres postes nets																											

Source : BEAC

6. Marchés monétaire et des titres publics

Le marché monétaire a été marqué par : i) une densification du réseau interbancaire, le nombre de participants fluctuant autour de 30 depuis avril août 2022 ; ii) une augmentation de l'encours moyen mensuel des transactions interbancaires qui s'est établi à 393,1 milliards à fin août 2022 (dont 281,3 milliards d'opérations de pension-livrée et 111,8 milliards d'opérations en blanc), contre 294,1 milliards en avril 2022 (dont 163,5 milliards d'opérations de pension-livrée et 130,6 milliards d'opérations en blanc) ; iii) une évolution à la baisse des taux des opérations sur le marché interbancaire avec un TIMP à 7 jours des opérations en blanc est passé de 6,00 % à fin avril 2022 à 5,82 % quatre mois plus tard, et le TIMP à 7 jours des opérations de pension-livrée a progressé de 4,92 % à 4,54 % sur le même intervalle temporel.

Entre août 2021 et août 2022, dans un contexte marqué par de nouvelles vagues d'infections à la COVID-19 et la multiplication des variants du virus, le marché des valeurs du Trésor s'est caractérisé par : (i) une poursuite du dynamisme des opérations sur les marchés primaire et secondaire, (ii) une baisse des taux de couverture des émissions, et (iii) un accroissement des coûts des émissions pour l'ensemble des instruments mobilisés par les Trésors publics.

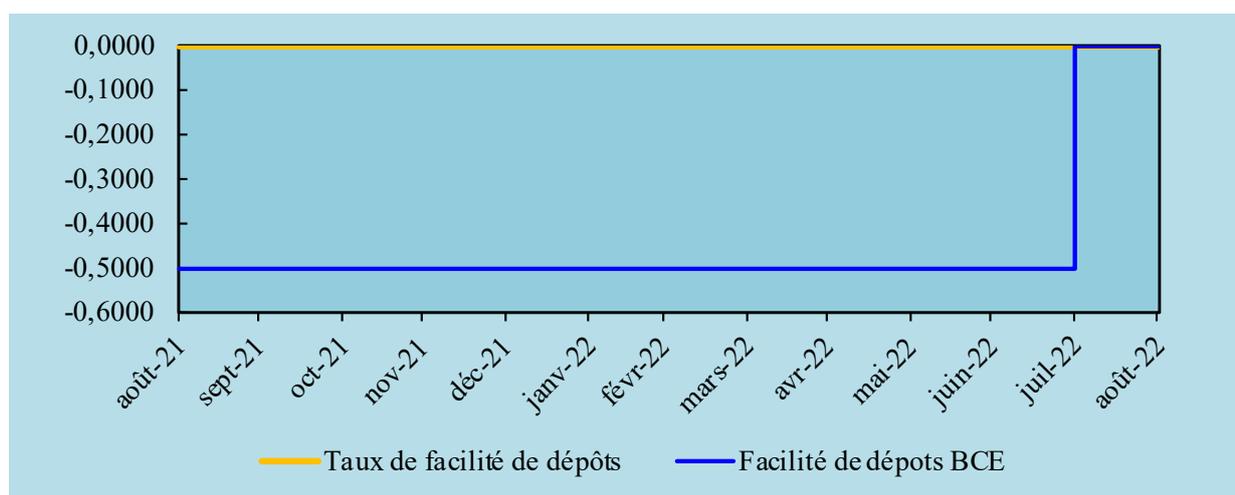
T14 : Taux directeurs de la BEAC

	2022														
	avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21	janv-22	fev-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22
Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO)	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50
Taux interbancaire moyen pondéré (TIMP)	4,87	4,42	4,38	4,09	3,98	4,12	3,92	4,34	4,21	4,47	4,47	4,47	4,47	4,47	4,47
Taux créditeur minimum (TCM)	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45
Taux d'intérêt de la zone Euro															
Taux d'appels d'offre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Facilité de dépôts	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50

* Les taux du marché monétaire sont les taux de fin de période

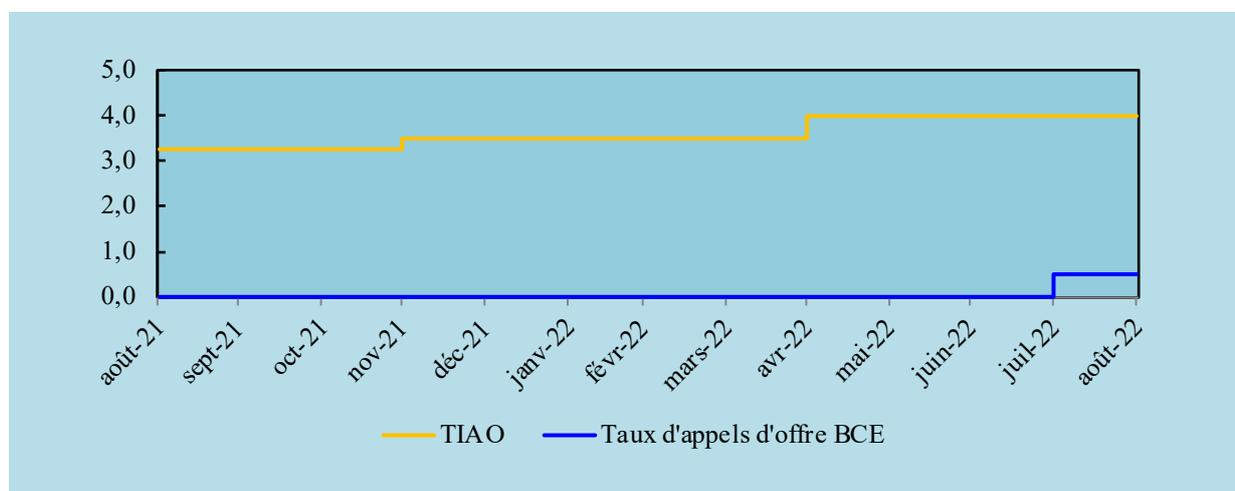
Source : BEAC

G14. Evolution comparée du TISP et du taux de la facilité de dépôts de la BCE



Sources : BEAC et BCE

G15. Evolution comparée du TIAO et du taux d'appels d'offres de la BCE



Sources : BEAC et BCE

7. RÉSERVES DES BANQUES

Au cours des quatre derniers mois, les réserves brutes du système bancaire de la CEMAC, avant les opérations monétaires, ont progressé de 21,8 % (291 milliards) pour s'établir à 1 624,6 milliards en août 2022. Ces réserves se situaient à 1 333,6 milliards quatre mois plus tôt (avril 2022). Cette évolution a été soutenue par l'accroissement de la liquidité injectée à travers les facteurs autonomes de la liquidité bancaire (FALB), dont le solde net est passé de 1 731 milliards à 2 240 milliards sur la période. Cette dynamique s'explique principalement par les niveaux des avoirs extérieurs nets et des créances nettes sur les gouvernements dont les contributions à la progression du solde net des FALB sont respectivement de 35 % et 14,2 %. En effet, l'impact restrictif induit par l'évolution des autres facteurs (les autres postes nets et la circulation fiduciaire) n'ont pas totalement contrecarré les effets expansifs résultant de la hausse des avoirs extérieurs nets et des créances nettes sur les gouvernements sur la liquidité bancaire.

Avec la hausse de la liquidité du système bancaire, les établissements de crédit ont moins fait recours aux ressources de la Banque Centrale sur la période de référence, entraînant un recul de l'encours moyen des interventions de la BEAC sur le marché monétaire de 80,5 milliards. En effet, l'encours moyen des avances de l'Institut d'émission aux contreparties du marché monétaire est passé de 628,7 milliards en avril 2022 à 548,2 milliards en août 2022. Ces concours sont constitués (i) des avances au titre de l'opération principale d'injection de liquidité, dont l'encours moyen a reculé de 157,3 milliards à 136,4 milliards ; (ii) des concours accordés au titre des opérations de maturité longue descendus de 109 milliards à 50 milliards entre les deux périodes ; (iii) de la facilité de prêt marginal dont le volume a légèrement progressé de 301,6 milliards à 304 milliards ; et (iv) des avances octroyées via le guichet spécial de refinancement, profitant principalement à la BDEAC, qui a diminué de 60,8 milliards en avril 2022 à 57,8 milliards trois mois plus tard.

Le volume des réserves obligatoires à constituer par les assujettis a augmenté de 49,7 milliards au cours de la période de référence pour s'établir à 911,8 milliards en août 2022. Pour ce même mois, l'encours moyen des réserves libres du système bancaire (1 261 milliards) a représenté 138,3 % des réserves requises contre 122,9 % un an auparavant. Cependant, le nombre d'établissements de crédit en déficit de constitution des réserves obligatoires est passé de trois à sept entre les deux périodes.

T15 : Evolution des principaux indicateurs de la liquidité (en millions de FCFA)

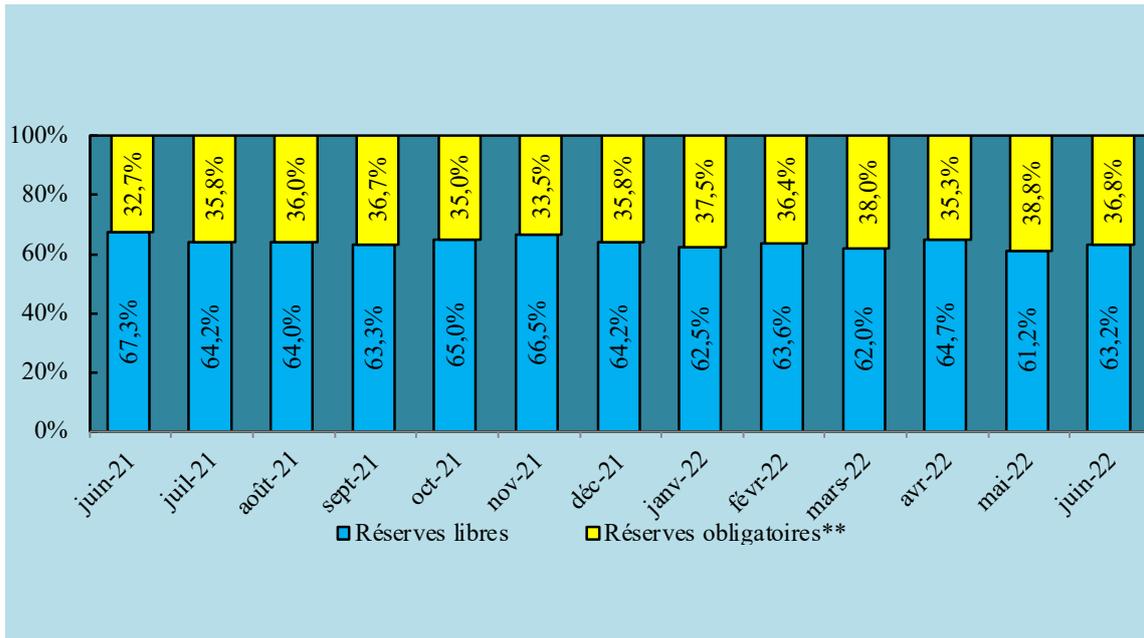
	2022												
	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21	janv-22	févr-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22
Réserves totales*	2 475 862	2 253 965	2 235 360	2 174 028	2 280 888	2 397 435	2 315 024	2 233 108	2 296 387	2 265 985	2 445 951	2 269 909	2 419 084
Réserves libres	1 666 553	1 446 122	1 431 220	1 376 746	1 483 606	1 593 455	1 485 728	1 395 841	1 460 031	1 405 916	1 582 331	1 389 431	1 527 920
Réserves obligatoires**	809 309	807 843	804 140	797 282	797 282	803 980	829 296	837 267	836 356	860 069	863 621	880 478	891 164
Réserves / Dépôts	22,7%	20,6%	20,4%	19,9%	20,8%	21,6%	20,4%	19,8%	20,2%	19,7%	21,2%	19,7%	20,6%
Dépôts/ Crédits à l'économie	139,3%	136,6%	136,2%	133,6%	136,9%	131,6%	130,5%	129,4%	129,9%	132,1%	133,9%	131,7%	126,6%
Réserves/ Total bilan	14,8%	13,4%	13,3%	12,9%	12,8%	13,3%	12,5%	12,1%	12,3%	12,6%	13,4%	12,4%	13,0%
Réserves libres / Obligatoires	205,9%	179,0%	178,0%	172,7%	186,1%	198,2%	179,2%	166,7%	174,6%	163,5%	183,2%	157,8%	171,5%
Réserves libres / Crédits à l'économie	21,3%	18,1%	17,8%	16,8%	18,5%	18,9%	17,1%	16,0%	16,7%	16,1%	18,4%	15,9%	16,5%

Source : BEAC

* en millions de FCFA

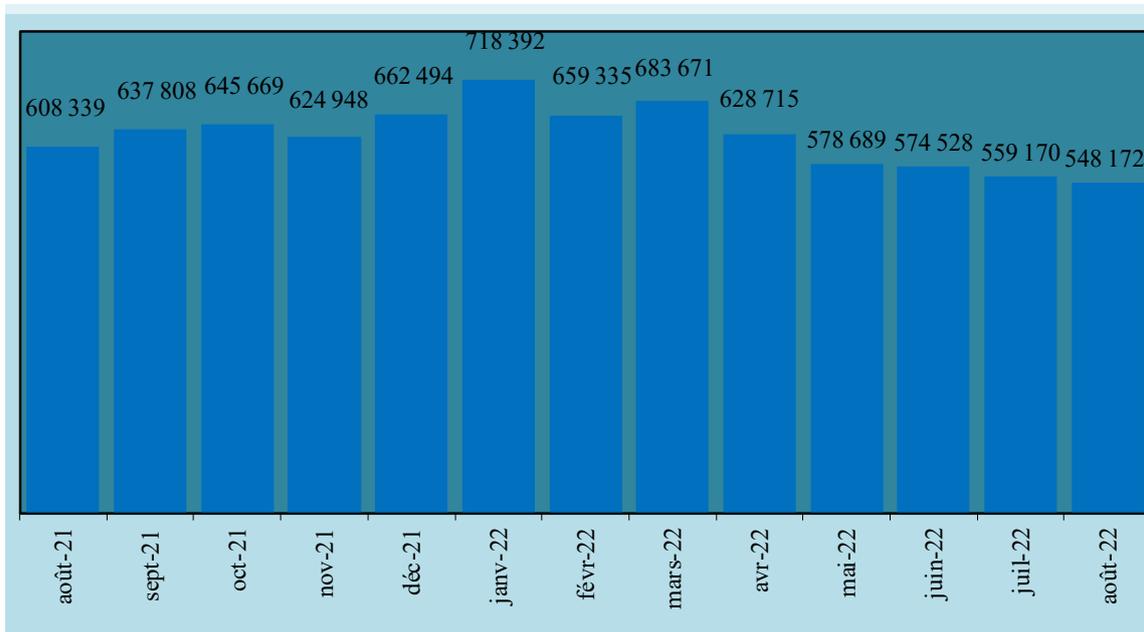
** Conformément à la Décision du CPM n°11/CPM/2018, les réserves obligatoires sont constituées depuis le 11 décembre 2017 sur le compte courant des établissements de crédit assujettis

G16. Evolution de la structure des réserves des banques de la CEMAC



Source : BEAC

G17. Evolution du volume des interventions de la BEAC sur le marché monétaire de la CEMAC (en millions de FCFA)



Source : BEAC

8. SITUATION DES RÉSERVES DE CHANGE

Les réserves de change se sont situées à 5 787,3 milliards à fin juillet 2022, contre 4 048,4 milliards un an plus tôt, et ont représenté environ 3,50 mois d'importations de biens et services. Le taux de couverture extérieure de la monnaie est passé de 58,24 % en juillet 2021 à 70,42 % un an plus tard.

Conclusion

Selon les Perspectives de l'économie mondiale, mises à jour en juillet 2022 par le FMI, la croissance reviendrait à 3,2 % en 2022, contre 6,1 % en 2021, et une récession de 3,1 % en 2020.

Au plan régionale, à court terme, au deuxième trimestre 2022, l'ICAE de la CEMAC, en glissement annuel, s'est inscrit en hausse de 7,0 %, une performance en recul par rapport à la même période un an plus tôt (+ 8,4 %). A moyen terme, l'activité économique devrait enregistrer une évolution contrastée. L'atonie de la demande intérieure, en proie à des tensions inflationnistes, de même que l'incidence toujours prononcée de la crise russo-ukrainienne et les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales devraient affecter négativement l'activité dans la CEMAC. A contrario, les activités sylvicoles, minières et gazières demeurerait de solides soutiens à la croissance dans la Sous-région. Les estimations pour le troisième trimestre 2022, en glissement annuel, tablent ainsi sur une hausse moins importante de l'ICAE de la CEMAC à 3,4 % (contre 6,8 % un an plus tôt). En glissement trimestriel, l'ICAE devrait reculer de 1,0 %, au troisième trimestre 2022, contre 0,6 % un trimestre plus tôt.

Les poussées inflationnistes se sont fait ressentir au deuxième trimestre 2022. En effet, le taux d'inflation sous-jacente s'établirait à 2,6 % en moyenne annuelle et 5,0 % en glissement annuel, contre respectivement 2,0 % et 1,5 % à fin juin 2021.

Pour l'année 2022, les prévisions de Banque se déclinent comme suit : i) un taux de croissance du PIB réel de 3,2 % contre 1,5 % en 2021, portée principalement par un rebond de la croissance pétrolière (1,9 % en 2022, contre - 8,2 % un an plus tôt), ii) une accélération des pressions inflationnistes à 5,2 % en 2022, contre 1,6 % un an plus tôt, iii) un redressement du solde budgétaire base engagements, dons compris, qui deviendrait excédentaire à 0,5 % du PIB en 2022, après - 16 % du PIB en 2021, ainsi que celui du solde du compte courant qui passerait de - 0,7 % du PIB en 2021 à 4,6 % du PIB en 2022. Sur le plan de la monnaie, la masse monétaire augmenterait de 15,4 % tandis que les avoirs extérieurs nets bondiraient de 78,4 %.

Mise en page et impression :

SERVICE DE L'IMPRIMERIE DE LA BEAC

736 avenue Monseigneur Vogt - B.P. 1917, Cameroun

Téléphone : (237) 22 23 40 30/60

Fax : (237) 22 23 33 29/50

E-mail : beac@beac.int

Site web : www.beac.int